

LA VOIX DU PEUPLE

NOUVELLES DU JOUR

ACCUSATION DES EX-MINISTRES.

Nous, procureur général près la Cour d'appel ;
Considérant que les ministres de l'ex-roi Louis-Philippe, en prohibant un acte non défendu par la loi, et en portant sur plusieurs endroits de Paris des masses de troupes avec ordre de faire feu sur les citoyens, sont inculpés d'un crime prévu par l'article 91 du Code pénal ;

Qu'en effet cet acte, s'il est établi par l'instruction, doit constituer le crime d'attentat ayant pour but d'exciter les citoyens et habitants à s'armer les uns contre les autres et à porter la dévastation, le massacre et le pillage dans la commune de Paris ;

Considérant qu'à la suite de cet attentat et pour en assurer l'exécution, les mêmes inculpés ont donné dans les journées du mercredi 23 et du jeudi 24 février, des instructions et des ordres de faire feu sur les citoyens, ce qui peut également constituer un crime prévu et puni par nos lois pénales ;

Considérant que dans toutes les affaires les cours d'appel, tant qu'elles n'ont pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer en suite ce qu'il appartiendra ;

Considérant que dans les circonstances où nous nous trouvons, et pour prouver à tous les citoyens combien leurs magistrats s'intéressent à leur salut et à la punition de pareils crimes, s'ils sont prouvés ;

Requérons information contre les sus indiqués auteurs de l'attentat, et s'il y a lieu, contre leurs complices, aux termes de l'art. 235 du Code d'instruction criminelle, et qu'il en soit immédiatement délibéré pour toutes mesures être prises et mandats décernés.

Fait au parquet de la Cour d'appel, le 26 février 1848.

Signé : AUGUSTE PORTALIS.

La Cour a rendu immédiatement son arrêt en ces termes :

La Cour, vu le réquisitoire du procureur-général, « Considérant que les faits dénoncés par ledit réquisitoire sont de nature à constituer des crimes et délits prévus par la loi ;

» Vu l'article 235 du code d'instruction criminelle,

» Ordonne qu'il en sera informé ; commet, en conséquence, pour procéder à l'instruction, MM. Dabaye et Perrot de Chézelles, membres de la chambre de la chambre des mises en accusations ;

» Ordonne que le présent arrêt sera exécuté à la diligence du procureur-général. »

« Fait et prononcé à huis clos, toutes les chambres assemblées, où étaient présents et siégeaient ;

» M. Séguier, premier président ;
» MM. Moreau, Cauchy, de Glos et Grandet présidents.

» MM. Espivent, Lechanteur, Chaubry, de Vergès, Taillandier, Dupès, A. Segnier, Lassis, Rolland de Villargues, Try, Amelin, Chalret-Durieu, Lefebvre, Dozon, Brisout de Barneville, de Bastard, Vanin, Poulhier, Petit, Ferey, d'Esparbès, Ayles, Gaschon, Perrot de Chézelles aîné, Doquevauvillers, Bosquillon de Fontenay, Mathias, Roussigné, Bretons-Lasserre, Rigal, Partarieu Lafosse, Bergognie, Noël du Payrat, de Malleville, de Boissieu, Michelin, Cardon de Montigny, Henriot, Boullard et Foucher, conseillers. »

LE DUC DE NEMOURS.

Voici ce que l'on disait hier sur le boulevard.

Le duc de Nemours a été arrêté aux environs de Rouen et confié à la garde nationale, chargée de le conduire à Paris. Ainsi, placé sous la protection des citoyens, environné de l'intérêt qui s'attache toujours au malheur, dans cette généreuse France, le fils aîné de celui qui fut roi, n'a plus rien à craindre. — Et en voyant défilier le triste cortège, les citoyens encore armés pour le maintien de leurs droits, disaient avec compassion : *Laissez pas er la justice du peuple.* — Quel enseignement !

GUIZOT.

Le bruit courait, hier au soir, que l'ex-ministre qui s'était sauvé, sous l'habit d'un laquais, avait réussi à tromper la vigilance du peuple ; mais que brisé de lassitude et comptant d'ailleurs sur la générosité de ce peuple si souvent calomnié, il s'était rendu. On ajoutait que c'était à cette occasion, que la peine de mort pour les condamnés politiques avait été abolie. — Depuis longtemps il était question d'abolir la peine de mort ; il était donné au peuple vainqueur de sanctionner sa victoire par un acte de générosité envers celui qui l'a le plus méconnu. — Le peuple ne veut pas le sang ; il pardonne à ses ennemis.

Vendredi dernier, au moment où la diligence partait de Toulouse pour Paris des bandes d'individus armés de torches enflammées parcouraient les rues proférant des cris de haine contre les Frères et provoquant les citoyens à se joindre à eux pour aller incendier le couvent.

La personne qui nous a rapporté ce fait arrive de Toulouse.

La même personne, a été témoin de l'enthousiasme que l'inauguration de l'ère républicaine a occasionné dans la population de Toulouse.

Louis-Eugène Josse soldat de marine âgé de 22 ans, a déposé lundi 28 février entre les mains de M. Delaborde, chef de bataillon 2^e légion de garde aux Tuileries, un sabre garni d'une grande quantité de diamans et pierres précieuses, ayant appartenu au feu duc d'Orléans. M. Delaborde l'a déposé entre les mains de M. Saint-Amand, commandant des Tuileries.

Cet acte de loyauté mérite d'être signalé.

N. B. Josse s'est emparé de ce sabre lors du sac des Tuileries.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le citoyen Dumoulin, nommé au commandement provisoire du Louvre, est déchargé de ses fonctions et appelé à un autre emploi.

M. Arago a dit hier au pied de la colonne de juillet, en présence de la garde nationale de Paris et de la banlieue : « En 1830, nos frères avaient le sentiment de leurs droits ; nous en aurons, nous, la sagesse. »

M. Crémieux prenant la parole à son tour a évoqué les mânes des héros de juillet et les a représentés se levant entourés de leur linceul et applaudissant leurs frères de 1848. Il a terminé ainsi : « Si la révolution de juillet a été glorieuse, la nôtre a été plus glorieuse encore ; elle nous conduira à la conquête de la vraie liberté, de la liberté républicaine. »

Louis Philippe est arrivé, le 24, à onze heures du soir au château de Dreux. On a envoyé dans la ville chercher un souper chez les traiteurs. Il était accompagné de Marie Amélie et du duc de Montpensier. Il a couché au château après avoir fait appeler le sous préfet et quelques intimes. Il était dans un état de prostration complète et répétait à chaque instant : « Comme Charles X ! » Il est reparti le lendemain dans une voiture de louage et par des chemins détournés pour gagner Vernon. On dit ici que son passage dans cette dernière ville ne s'est pas effectué sans obstacles.

M. Victor Hugo avait adressé jeudi quelques paroles au Peuple réuni sur la Place-Royale. Des cris menaçans suivirent cette allocution. A mort! disaient les voix, c'est un pair de France! — Non, ce n'est pas un pair de France, s'écria un homme en blouse, c'est un homme illustre! — Tout le peuple cria sur le champ : Vive le poète Hugo!

Des rumeurs alarmantes répandues par des esprits malintentionnés, et accueillis trop légèrement peut-être, ont, dans la journée d'hier, jeté un certain émoi parmi la population.

Des rapports annonçant le projet formé d'attaques contre les propriétés et de dévastations, éveillaient la crainte de ceux qui se croyaient menacés.

A son tour, le peuple des barricades se montrait tourmenté par des bruits de réaction monarchique.

La police a dû se préoccuper de ces nouvelles étranges, et elle a pris tous les moyens de vigilance nécessaires pour s'assurer de la vérité.

Le délégué au département de la police est heureux d'annoncer aux citoyens de Paris et de la banlieue, qu'après des explorations faites avec le plus grand soin, il a acquis la certitude que rien de tout ce qui avait été dit n'était fondé.

Vigilance, énergie, dévouement.

Le délégué de la République française au département de la police,

CAUSSIDIÈRE.

M. le maréchal Bugeaud est le premier maréchal qui ait fait acte d'adhésion au gouvernement de la République; on assure qu'il n'y a plus que trois officiers généraux dans toute l'armée qui n'ont pas fait connaître leur assentiment à la nouvelle forme du gouvernement.

Le préfet de la Seine-Inférieure a fait afficher la nouvelle de la proclamation de la République à Paris, et a réclamé le concours de la population pour assurer le maintien de l'ordre.

Des scènes très vives ont eu lieu à Rouen avant qu'on connût dans cette ville le résultat de la lutte engagée à Paris. Les troupes, sous le commandement de M. le général de Castellane, avaient quitté la ville.

Conformément au décret du gouvernement provisoire de la république du 25 février 1848, par lequel il adopte les trois couleurs, disposées comme elles l'étaient pendant la République, le délégué du gouvernement provisoire au département de la police ordonne à tous les chefs des monumens publics, et en leur absence aux concierges desdits monumens, d'y arborer de suite un drapeau de la plus grande dimension possible, portant les couleurs ainsi placées :

BLEU, ROUGE, BLANC.

De telle sorte que, le bleu tenant à la lance, le rouge soit au milieu et que le blanc flotte.

Le délégué de la République au département de la police,

CAUSSIDIÈRE.

VIVE BÉRANGER!

Il y a quelques mois à peine, le grand poète du peuple jetait aux monarchies chancelantes un prophétique adieu. Il faut relire aujourd'hui ces strophes éloquentes pour sentir combien la muse populaire est près de Dieu et porte sur les destinées de l'avenir un regard assuré.

LE DELUGE

Air des Trois Couleurs

Toujours prophète, en mon saint ministère,
Sur l'avenir j'ose interroger Dieu.
Pour châtier les princes de la terre,
Dans l'ancien monde un déluge aura lieu.
Déjà près d'eux, l'Océan sur les grèves
Mugit, se goudale; il vient, maîtres, voyez!
Voyez! leur dis-je. Ils répondent : Tu rêves.
Ces pauvres rois (bis), ils seront tous noyés!

Que vous ont fait, mon Dieu! ces bons monarques?
Il en est tant dont on bénit les lois!
Des jougs trop lourds si nous portons les marques,
C'est qu'en oubli le peuple a mis ses droits.
Pourtant les flots précipitent leur marche
Contre ces chefs, jadis si bien choies.
Faute d'esprit pour se construire une arche,
Ces pauvres rois (bis), ils seront tous noyés!

Qui parle aux flots? un despote d'Afrique,
Noir fils de Cham, qui règne les pieds nus.
Soumis, dit-il, à mon férule antique,
Flots qui grondez, doublez mes revenus.
Et ce bon roi, prélevant un gros lucre
Sur les forbans à la traite employés,
Vend ses sujets pour nous faire du sucre.
Ces pauvres rois (bis), ils seront tous noyés!

Accourez tous! crie un sultan d'Asie :
Femmes, visirs, eunuques, icoglans,
Je veux des flots domptant la frénésie,
Faire une digue avec vos corps sanglans.
Dans son sérail tout parfumé de fêtes,
D'où vont s'enfuir ses gardes effrayés,
Il fume, il bâille, il fait voler des têtes.
Ces pauvres rois (bis), ils seront tous noyés!

Dans notre Europe, où naît ce grand déluge,
Unis en vain pour se prêter secours,
Tous ont crié : Dieu, soy-z notre juge?
Dieu leur répond : N'gez, nagez toujours.
Dans l'Océan, ces augustes personnes
Vont s'engloutir : leurs trônes sont broyés;
On bat monnaie avec l'or des couronnes.
Ces pauvres rois (bis), ils seront tous noyés!

Cet Océan, quel est-il, ô prophète?
Peuples, c'est nous; affranchis de la faim;
Nous, plus instruits, consommant la défaite
De tant de rois inutiles enfin.
Dieu fait passer sur ces flots irascibles
Nos flots nouveaux si longtemps fourvoyés.
Puis le ciel brille et les flots sont tranquilles.
Ces pauvres rois (bis), ils seront tous noyés?

BÉRANGER.

Le bruit court qu'une ovation populaire se prépare pour notre grand poète; des délégués de la jeunesse, des Ecoles, du Peuple tout entier, doivent aller porter à Béranger, dans sa retraite, l'expression des sympathies nationales.

Nous nous associons avec enthousiasme à cette pensée, et nous désirons vivement qu'une pareille manifestation offre un caractère d'unanimité et de reconnaissance digne du prophète de la liberté.

DÉPARTEMENTS.

Une dépêche télégraphique annonce que la ville de Toulouse adhère au gouvernement républicain.

A Nevers la République a été proclamée. La garde nationale a tiré, en signe de réjouissance, une salve de vingt-un coups de canon.

La proclamation de la République a été accueillie par des vivats à Angoulême.

A Montpellier, le préfet, M. Mallac, a résigné ses fonctions. Une nouvelle administration municipale est formée; la garde nationale va se réorganiser.

Le préfet du Doubs écrit par le télégraphe qu'il a fait proclamer la République dans son département et qu'il garantit le maintien de l'ordre.

La République a été proclamée à Meaux aux applaudissements du peuple. Le dépôt du 7^e cuirassiers a remis ses armes à l'autorité. L'ordre n'a pas été un seul instant troublé.

La République a été proclamée avec acclamations à Troyes.

A Tours, le préfet, M. Romieu, a pris la fuite. Le maire a donné sa démission et a résigné ses pouvoirs entre les mains d'une commission administrative à laquelle les chefs de la garde nationale et les autorités militaires ont offert immédiatement leur concours.

Les nouvelles qui précèdent sont officielles; voici maintenant l'état de plusieurs autres départements d'après le rapport des courriers.

ROUTE DE BORDEAUX. — A Bordeaux, le 25, la dépêche télégraphique annonçant la proclamation de la République à Paris a été affichée à deux heures du soir, aux cris de : *Vive la République!* La garde nationale se rassemblait au moment du départ du courrier.

A Poitiers, la République a été accueillie par la population. La troupe de ligne fraternisait avec les citoyens.

ROUTE DE LYON. — Le 25, on affichait à Lyon l'abdication du roi. Tout était tranquille dans la ville.

A Mâcon, la population chantait la *Marseillaise* et criait : *Vive Lamartine!*

A Châlons, Auxerre et Joigny tout était calme.

ROUTE DE NANTES. — Au départ du courrier de Nantes, le 25, la tranquillité la plus grande régnait dans la ville.

A Angers, la garde nationale avait pris possession des postes aux cris de : *Vive la République!*

ROUTE DE RENNES. — Au Mans, le maire de cette ville a fait connaître la proclamation du gouvernement provisoire. La population paraissait très satisfaite.

ROUTE DE MARSEILLE. — A Saint-Etienne, on connaissait seulement la dépêche télégraphique annonçant l'abdication du roi et la formation d'un nouveau ministère par M. O. Barrot.

A Roanne, tout était calme. Le courrier de Paris arrivait annonçant la formation du gouvernement républicain.

A Moulins, à l'arrivée du courrier, on criait dans tous les quartiers de la ville : *Vive la République!*

ROUTE DE LIMOGES. — A Limoges, le 25, on connaissait déjà les événemens glorieux de Paris. La tranquillité la plus grande régnait.

Imprimerie de J. FREY, rue Croix-des-Petits-Champs, 33.